



Rapport financier

pour le premier trimestre
clos au 31 mars 2013

1	RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER TRIMESTRE (NON AUDITE)	PAGE 2
2	COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES CONDENSÉS	PAGE 15
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	PAGE 35

 **LAFARGE**
Construire
des villes meilleures™

1. Rapport d'activité

Le Conseil d'Administration de Lafarge, réuni le 6 mai 2013 sous la Présidence de Bruno Lafont, a approuvé les comptes au 31 mars 2013. L'examen limité des comptes trimestriels consolidés condensés de Lafarge par les commissaires aux comptes a fait l'objet d'un rapport figurant dans le Rapport financier pour le premier trimestre clos au 31 mars 2013.

Le rapport d'activité du premier trimestre doit être lu en liaison avec les comptes consolidés trimestriels et le Document de Référence de la société pour l'exercice 2012 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 3 avril 2013 sous le numéro D.13-0276. Lafarge exerce ses activités dans un environnement dont l'évolution l'expose à des facteurs de risques et incertitudes qui viennent s'ajouter aux facteurs de risques liés à l'exercice de ses métiers. Une description détaillée de ces facteurs de risques et incertitudes figure au chapitre 5 « Risques et contrôle » du Document de Référence. La matérialisation des risques pourrait avoir un effet négatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats, nos perspectives ou le cours de l'action, notamment durant les neuf mois restants de l'exercice. Il peut exister d'autres risques qui n'ont pour l'instant pas été identifiés ou dont la survenance n'est pas considérée comme pouvant avoir de tels effets négatifs à ce jour.

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructuration et autres », et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et lignes de produits, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

Le résultat brut d'exploitation (ou « EBITDA ») est défini comme le résultat d'exploitation courant avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels. Cet indicateur financier est une mesure non comptable.

Les données 2012 ont été retraitées pour refléter l'impact des amendements d'IAS 19. Des informations complémentaires sont données dans les notes aux comptes consolidés condensés.

Ce document contient des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Elles portent notamment sur des plans, initiatives, événements, produits, solutions et services, leur développement et potentiel. Bien que Lafarge estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à la performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Lafarge, et notamment les risques décrits dans le Document de Référence de Lafarge disponible sur son site Internet (www.lafarge.com) et les incertitudes liées aux conditions de marché et à la mise en œuvre de nos plans. En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives. Lafarge ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces déclarations prospectives.

Des informations plus complètes sur Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), notamment à la page « Information réglementée ».

Ce document ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat de titres Lafarge.

1.1 Chiffres clés consolidés

Volumes

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Variation à périmètre constant
	2013	2012		
Ciment (MT)	28,7	31,3	-8 %	-6 %
Granulats (MT)	32,9	33,2	-1 %	-7 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	6,7	7,1	-6 %	-3 %

Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Effet des variations de périmètre	Effet des variations de change	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012				
Par zone géographique						
Amérique du Nord	448	490	-9 %	-5 %	-1 %	-3 %
Europe occidentale	708	753	-6 %	+5 %	-	-11 %
Europe centrale et de l'Est	148	181	-18 %	-	-	-18 %
Moyen-Orient et Afrique	940	1 044	-10 %	-	-5 %	-5 %
Amérique Latine	218	241	-10 %	-	-10 %	-
Asie	674	644	5 %	-1 %	-2 %	8 %
Par ligne de produits						
Ciment	2 084	2 308	-10 %			
Granulats et Béton	1 032	1 025	1 %			
Holdings et autres	20	20	-			
TOTAL	3 136	3 353	-6,5 %	-	-2,7 %	-3,8 %

EBITDA*(en millions d'euros)*

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Effet des variations de périmètre	Effet des variations de change	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012				
Par zone géographique						
Amérique du Nord	(12)	(42)	71 %	-2 %	-	73 %
Europe occidentale ⁽¹⁾	5	82	-94 %	-6 %	-	-88 %
Europe centrale et de l'Est	(35)	(14)	na			
Moyen-Orient et Afrique	246	317	-22 %	-	-3 %	-19 %
Amérique Latine	51	59	-14 %	-	-7 %	-7 %
Asie	125	109	15 %	-	-4 %	19 %
Par ligne de produits						
Ciment ⁽¹⁾	405	519	-22 %			
Granulats et Béton	(28)	(15)	-87 %			
Holdings et autres	3	7	na			
TOTAL ⁽¹⁾	380	511	-26 %	-3 %	-4 %	-19 %

(1) Pénalisé par la diminution des ventes de crédits carbonés : baisse de 22 million euros

na : non applicable

Autres chiffres clés*(millions d'euros, sauf résultat net par action)*

	1 ^{er} Trimestre		Variation %
	2013	2012	
Résultat d'exploitation courant	124	262	-53 %
Résultat net, part du Groupe ⁽¹⁾	(117)	(60)	na
Résultat par action (en euros) ⁽²⁾	(0,41)	(0,21)	na
Cash flow libre ⁽³⁾	(297)	(434)	32%
Endettement net	11 812	12 364	-4 %

(1) Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

(2) Sur la base d'un nombre moyen d'actions en circulation de 287,1 millions pour le premier trimestre 2013 et de 287,0 millions pour le premier trimestre 2012

(3) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien

1.2. Analyse des résultats

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, aux volumes vendus, à l'EBITDA, ainsi qu'au résultat d'exploitation courant comprennent la contribution au pro rata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

L'analyse par pays de l'évolution de nos volumes et de nos ventes, sauf indication contraire, concerne les volumes domestiques et le chiffre d'affaires provenant du marché géographique concerné et réalisé sur ce marché, et ne tient donc pas compte des ventes et des volumes à l'exportation.

Soulignons que, historiquement, le premier trimestre représente la part la plus faible de notre chiffre d'affaires annuel, et une part encore plus faible de nos résultats en raison du caractère saisonnier de notre activité dans l'hémisphère nord. Les niveaux d'activité sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre en raison des conditions climatiques.

Faits marquants du Groupe pour le premier trimestre 2013

- Les résultats du premier trimestre reflètent des volumes pénalisés par des conditions météorologiques particulièrement défavorables, une limitation temporaire des niveaux de production en Egypte et en Algérie, et deux jours ouvrés de moins sur le trimestre comptant pour un tiers de la baisse des volumes.
- En réponse à l'inflation des coûts, le Groupe a mis en œuvre des actions sur les prix qui se sont renforcées au cours du trimestre, et dont il tirera pleinement les bénéfices sur les prochains mois.
- Les actions performance et innovation ont contribué respectivement 60 millions et 40 millions d'euros d'EBITDA au cours du trimestre, en dépit de volumes faibles. Le Groupe est en ligne avec l'objectif de 650 millions d'euros d'EBITDA supplémentaires sur l'année.
- L'endettement net a été réduit de 0,6 milliard d'euros au 31 mars par rapport au premier trimestre 2012. Il est toutefois en légère hausse par rapport au 31 décembre 2012 en raison des variations saisonnières normales du besoin en fonds de roulement. Le Groupe continue à progresser vers la réalisation de son objectif de réduction de la dette. La cession récente de notre cimenterie en Ukraine porte à 1 milliard d'euros le montant des cessions que nous avons sécurisées depuis le 1^{er} janvier 2012.

Synthèse du Chiffre d'affaires, de l'EBITDA et du résultat d'exploitation courant

Les volumes vendus sur nos différentes lignes de produits sont en baisse sur le trimestre, notamment en raison d'un hiver particulièrement long en Europe et en Amérique du Nord, d'une base de comparaison défavorable au premier trimestre 2012 et d'un nombre de jours ouvrés moins élevé de deux jours en moyenne. Une interruption de la production d'une dizaine de jours en Algérie, aujourd'hui résolue, et une pénurie de gaz en Egypte, pour laquelle le Groupe s'emploie activement à trouver des solutions, ont amplifié cette tendance. À périmètre constant, les volumes vendus de ciment, de granulats et de béton se sont inscrits en retrait de 6 %, 7 % et 3 %, respectivement.

Le chiffre d'affaires consolidé, à 3 136 millions d'euros au premier trimestre 2013, a reculé de 6 % par rapport à l'année passée. Les variations nettes du périmètre de consolidation ont eu un effet neutre sur le chiffre d'affaires, l'effet de la cession des deux usines situées dans le Missouri et en Oklahoma (Etats-Unis) ayant été compensé par l'impact de la consolidation de la joint-venture avec Tarmac au Royaume-Uni. Les variations de change ont eu un effet défavorable (-2,7 % sur le trimestre), reflétant principalement la dépréciation par rapport à l'euro du rand sud africain, de la livre égyptienne, du real brésilien et de la roupie indienne.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé s'est inscrit en retrait de 4 %, l'effet des hausses des prix passées dans l'ensemble de nos lignes de produits en réponse à l'inflation des coûts ayant atténué l'impact de la baisse des volumes.

L'EBITDA s'est inscrit en diminution de 26 % sur le trimestre, en tenant compte d'un effet défavorable des variations de change et des changements de périmètre. À périmètre et taux de change constants, cette baisse est de 19 %, les actions de performance et d'innovation ainsi que les hausses de prix ayant en partie contrebalancé l'effet de la baisse des volumes et l'inflation des coûts. Le Groupe a poursuivi ses initiatives en matière de performance et d'innovation, qui ont permis de générer respectivement 60 millions et 40 millions d'euros d'EBITDA sur le trimestre.

Le résultat d'exploitation courant s'établit à 124 millions d'euros au premier trimestre 2013, en baisse de 38 % par rapport à 2012 à périmètre et taux de change constants et après retraitement de l'impact de l'amortissement des actifs au Royaume-Uni, interrompu le 1^{er} mars 2011, conformément aux normes IFRS, et repris depuis le 7 janvier 2013, après la création de la joint-venture avec Tarmac (19 millions d'euros d'amortissement supplémentaire sur le premier trimestre 2013).

Analyse des résultats par région**Amérique du Nord**

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012		
Volumes				
Ciment (MT)	1,5	2,0	-25 %	-17 %
Granulats (MT)	12,4	14,1	-12 %	-7 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	1,1	1,1	-	2 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	448	490	-9 %	-3 %
EBITDA (millions d'euros)	(12)	(42)	71 %	73 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	na	na		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	(50)	(90)	44 %	43 %

Globalement, les tendances de marchés de la région sont solides, soutenues par l'amélioration observée dans le secteur résidentiel aux Etats-Unis et la bonne orientation de l'économie dans l'ouest du Canada. Toutefois, le premier trimestre 2013 a été particulièrement pénalisé par les conditions météorologiques défavorables aux Etats-Unis dans les régions où nous sommes présents.

De fait, le chiffre d'affaires s'est inscrit en retrait de 9 % par rapport au premier trimestre 2012. L'effet de la cession de deux usines situées dans le Missouri et en Oklahoma fin novembre 2012, combiné à l'impact d'autres cessions de plus petite taille dans les activités granulats et béton, a eu un impact négatif sur le chiffre d'affaires de 5 %. Les variations de change ont également été défavorables, le dollar canadien et américain s'étant déprécié par rapport à l'euro (impact négatif de 1 % sur le chiffre d'affaires).

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a reculé de 3 %, les hausses de prix solides mises en œuvre dans l'ensemble de nos lignes de produits compensant partiellement les effets de la baisse des volumes.

- **Aux Etats-Unis**, les prix ont augmenté dans toutes nos lignes de produits, contrebalançant pratiquement l'impact de la baisse des volumes liée aux conditions météorologiques difficiles dans la région du nord-est. A périmètre et taux de change constants, les ventes de ciment, de granulats et de béton prêt à l'emploi ont diminué de respectivement 27 %, 5 % et 2 % en volumes, par rapport au premier trimestre 2012.
- **Au Canada**, le chiffre d'affaires est resté globalement stable, l'effet des hausses de prix venant compenser l'impact de la baisse des volumes due aux conditions météorologiques défavorables. A périmètre et taux de change constants, les ventes de ciment et de granulats ont reculé de 2 % et 9 % respectivement en volumes, tandis que les ventes de béton prêt à l'emploi se sont inscrites en hausse de 4 % en volumes, soutenues par différents projets dans l'ouest du Canada.

L'EBITDA a connu une amélioration de 30 millions d'euros sous l'effet conjugué de la hausse des prix, de mesures rigoureuses de réduction des coûts et les initiatives en matière d'innovation et d'un gain non récurrent de 20 millions d'euros lié à la décision du management de revoir le système des régimes de retraites en Amérique du Nord (gel de droits sur des régimes de retraites à prestations définies aux Etats-Unis).

Europe Occidentale

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012		
Volumes				
Ciment (MT)	2,9	3,8	-24 %	-12 %
Granulats (MT)	13,4	12,0	12 %	-12 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	2,0	2,4	-15 %	-12 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	708	753	-6 %	-11 %
EBITDA (millions d'euros) ⁽¹⁾	5	82	-94 %	-88 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires) ⁽¹⁾	na	10,9 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros) ⁽¹⁾	(61)	36	na	na

(1) Pénalisé par l'absence de ventes de crédits carbone au premier trimestre 2013 contre 22 millions d'euros au premier trimestre 2012.

Globalement, l'activité de construction a été particulièrement faible sur la période en raison des conditions météorologiques défavorables qui ont prévalu tout au long du trimestre, d'un nombre de jours ouvrés moins élevé, et de la conjoncture économique qui reste difficile. Le chiffre d'affaires s'est ainsi inscrit en retrait de 6 % par rapport au premier trimestre 2012.

Les variations du périmètre de consolidation ont eu un impact net positif sur le chiffre d'affaires du fait des effets liés à la constitution de la joint venture Lafarge-Tarmac au Royaume-Uni en janvier 2013. L'effet des cessions d'actifs requises par les autorités de la concurrence (notamment une cimenterie d'une capacité de 1,4 million de tonnes ainsi que des centrales de béton prêt à l'emploi) et de la déconsolidation de 50 % des actifs historiques ex-Lafarge a été plus que compensé par l'intégration à 50 % des actifs apportés par Tarmac à la joint-venture. L'impact des variations de change a été négligeable.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a baissé de 11 % au premier trimestre 2013 par rapport à l'année dernière, avec des volumes vendus en baisse pour l'ensemble de nos lignes de produits.

- **En France**, les volumes vendus se sont contractés pour nos trois lignes de produits, sous l'effet conjugué de conditions météorologiques défavorables et de l'atonie de l'activité de construction. Nos ventes de ciment, de granulats et de béton prêt à l'emploi ont ainsi baissé respectivement de 8 %, 11 % et 8 % en volumes.
- **Au Royaume-Uni**, le marché de la construction a été en baisse sur le trimestre, pénalisé par des conditions météorologiques défavorables en mars. Après la réalisation des cessions requises, la joint venture est entrée en activité en janvier 2013, et le processus d'intégration progresse rapidement. Le mix produit a largement évolué, avec notamment une exposition plus grande aux activités granulats, asphalte et revêtement routier qui présentent habituellement un caractère saisonnier plus marqué pendant l'hiver.
- **En Espagne et en Grèce**, l'activité a été pénalisée par les effets de la situation économique. Nos ventes de ciment ont chuté de 25 % et 27 % respectivement en volumes. L'adaptation progressive du dispositif de production cimentière au niveau d'activité est en cours. Certains concurrents ont récemment annoncé des fermetures provisoires ou définitives d'usines en Espagne, et Heracles, filiale grecque du Groupe, a publié le 26 mars 2013 un plan visant à assurer la compétitivité et la pérennité de la société. Le Groupe développe également les activités d'exportations.

Malgré des mesures rigoureuses de réduction des coûts, l'EBITDA s'est inscrit en baisse, sous l'effet conjugué de la réduction du chiffre d'affaires, de la diminution des ventes de crédits carbone et de l'effet des variations de périmètre au Royaume-Uni (impact négatif de 16 millions d'euros sur l'EBITDA).

Europe Centrale et de l'Est

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012		
Volumes				
Ciment (MT)	1,6	1,8	-14 %	-14 %
Granulats (MT)	2,4	3,1	-22 %	-22 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	0,2	0,2	na	na
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	148	181	-18 %	-18 %
EBITDA (millions d'euros)	(35)	(14)	na	na
<i>Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)</i>	<i>na</i>	<i>na</i>		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	(56)	(34)	na	na

Le trimestre a été marqué par un hiver rigoureux et long entraînant une chute des volumes et un report au deuxième trimestre des hausses de prix habituellement mises en place après l'hiver.

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en retrait de 18 %. L'impact des changements de périmètre et des variations de change a été négligeable.

- **En Pologne**, le secteur de la construction a connu un ralentissement, la base de comparaison 2012 ayant bénéficié du Championnat d'Europe de football en juin 2012 et de financements européens. Le premier trimestre 2013 a été sévèrement pénalisé par les conditions météorologiques défavorables et par la diminution du nombre de projets durant la période, avec un recul des volumes vendus pour nos trois lignes de produits.
- **En Russie**, nos volumes vendus de ciment, en baisse de 19 %, ont été limités par la réduction de notre capacité de production dans l'une de nos usines.
- **En Roumanie**, le marché de la construction a été marqué par des contraintes de financement limitant les projets d'infrastructures, un niveau élevé de stocks dans les réseaux de distribution et des conditions météorologiques défavorables. Les volumes de ciment vendus ont baissé de 10 % sur le trimestre.

L'EBITDA s'est inscrit en recul sous l'effet de la baisse des volumes sur plusieurs marchés dans nos trois lignes de produits.

Moyen-Orient et Afrique

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012		
Volumes				
Ciment (MT)	10,1	11,2	-10 %	-13 % ⁽¹⁾
Granulats (MT)	2,0	2,0	-	1 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	1,6	1,7	-4 %	-4 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	940	1 044	-10 %	-5 %
EBITDA (millions d'euros)	246	317	-22 %	-19 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	26,2 %	30,4 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	167	235	-29 %	-26 %

(1) domestique seulement

La région a été pénalisée au premier trimestre par la base de comparaison particulièrement élevée au premier trimestre 2012 sur plusieurs marchés, ainsi que par des niveaux de production limités en Egypte et en Algérie. Les fondamentaux de croissance restent néanmoins très positifs dans cette région pour le secteur de la construction.

Le chiffre d'affaires s'est inscrit en recul de 10 % au premier trimestre 2013 par rapport à 2012 à la même période. La variation des taux de change a eu un impact négatif de 5 % sur le chiffre d'affaires. A périmètre et taux de change constants, la baisse du chiffre d'affaires ressort à 5 %, avec une hausse globale des prix, mais une réduction des volumes vendus sur certains marchés.

- **Le Nigéria** a bénéficié d'un marché en forte croissance. Les volumes vendus de ciment se sont inscrits en hausse de 5 % sur le trimestre, tandis que les prix ont été légèrement ajustés à la baisse.
- **En Algérie**, la demande sous-jacente reste soutenue, mais les volumes vendus de ciment ont été pénalisés par une interruption de la production pendant 10 jours, maintenant résolue. Les prix se sont inscrits en hausse, soutenus par le développement des ventes de produits à forte valeur ajoutée.
- **En Egypte**, nos volumes vendus de ciment ont chuté de 31 %, pénalisés par les pénuries de gaz. Nous avons fortement relevé nos prix en réponse à une inflation très significative des coûts et nous avons mis en place une série de mesures pour assurer nos approvisionnements en combustibles solides.
- **Le Maroc, l'Afrique du sud et le Kenya** ont enregistré une baisse des volumes vendus de ciment, après la croissance à deux chiffres publiée au premier trimestre 2012 ; le marché kenyan de la construction a par ailleurs connu un ralentissement à l'approche des élections en mars 2013.
- **En Syrie**, notre activité demeure affectée par la situation actuelle.

L'EBITDA s'est inscrit en diminution, reflétant notamment la base de comparaison élevée du premier trimestre 2012, l'impact des restrictions de production en Egypte et en Algérie et l'inflation des coûts.

Amérique latine

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012		
Volumes				
Ciment (MT)	2,2	2,3	-4 %	-4 %
Granulats (MT)	0,5	0,6	-14 %	-14 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	0,3	0,2	11 %	11 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	218	241	-10 %	-
EBITDA (millions d'euros)	51	59	-14 %	-7 %
<i>Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)</i>	<i>23,4 %</i>	<i>24,5 %</i>		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	41	48	-15 %	-9 %

En Amérique Latine, le chiffre d'affaires s'est inscrit en baisse de 10 %, en tenant compte d'un effet négatif des variations de change, mais est resté stable à périmètre et taux de change constants, la hausse des prix compensant l'effet de la baisse des volumes.

- **Au Brésil**, la consommation de ciment a légèrement diminué au premier trimestre 2013, après la progression de 13 % enregistrée au premier trimestre 2012, et compte tenu d'un nombre de jours ouvrés moins élevé principalement lié au décalage de la semaine sainte en mars cette année. Dans ces conditions, nos ventes de ciment ont reculé de 7 % en volumes au premier trimestre 2013.
- **En Equateur**, les marchés ont suivi une évolution positive en termes de prix et de volumes. Les ventes de ciment se sont inscrites en hausse de 4 %.

L'EBITDA est en retrait sous l'effet de la dépréciation du real brésilien et de la baisse des volumes.

Asie

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2013	2012		
Volumes				
Ciment (MT)	10,4	10,2	3 %	3 %
Granulats (MT)	2,2	1,4	59 %	55 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	1,5	1,5	2 %	10 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	674	644	5 %	8 %
EBITDA (millions d'euros)	125	109	15 %	19 %
<i>Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)</i>	18,5 %	16,9 %		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	83	67	24 %	31 %

En Asie, les marchés ont suivi une évolution positive dans la plupart des pays où nous sommes présents, et notre chiffre d'affaires a connu une progression de 5 %.

Les variations de change ont eu un effet négatif de 2 % sur le chiffre d'affaires, reflétant principalement l'effet de la dépréciation de la roupie indienne par rapport à l'euro, l'impact des variations de périmètre étant négligeable.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 8 %, sous l'effet conjugué des hausses de prix en réponse à l'inflation des coûts et de l'augmentation des volumes.

- **En Chine**, nos ventes domestiques de ciment ont augmenté de 5 % en volumes, tandis que les prix ont légèrement baissé sous l'effet de l'augmentation des capacités cimentières.
- **En Inde**, le marché a connu une croissance limitée. Nos ventes de ciment ont augmenté de 3 % en volumes tandis que les prix ont été relevés en réponse à l'inflation de coûts. Nos ventes de béton prêt à l'emploi se sont inscrites en légère baisse en volumes, mais nous avons été en mesure d'augmenter les prix pour faire face à la hausse des coûts.
- **En Malaisie**, nos ventes de ciment se sont accrues en volumes, mais les prix sont en baisse par rapport au premier trimestre 2012, reflétant principalement l'érosion des prix intervenue au second semestre 2012.
- **Le marché philippin** a connu une dynamique vigoureuse, ce qui s'est traduit par une augmentation soutenue des volumes et des prix, malgré le décalage de la semaine sainte en mars cette année.
- **En Corée du sud**, les ventes de ciment sur le marché domestique ont légèrement augmenté, les hausses de prix compensant la baisse des volumes.

L'EBITDA a crû de 19 %, principalement du fait de la hausse des volumes et des prix sur la plupart des marchés de cette région et de l'effet des initiatives liées à l'innovation lancées dans différents pays.

Autres rubriques du compte de résultat

Le tableau ci-dessous donne l'évolution de notre résultat d'exploitation et du résultat net aux 31 mars 2013 et 2012 :

(en millions d'euros)

	1 ^{er} Trimestre		Variation
	2013	2012	%
EBITDA	380	511	-26 %
Amortissements	(256)	(249)	3 %
Résultat d'exploitation courant	124	262	-53 %
Plus (moins) values de cession	45	37	na
Autres produits (charges) d'exploitation	(48)	(110)	na
Résultat d'exploitation	121	189	-36 %
Produits (frais) financiers nets	(254)	(255)	-
dont Charges financières	(298)	(319)	
Produits financiers	44	64	
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(4)	4	na
Résultat avant impôts	(137)	(62)	na
Impôts	39	31	26 %
Résultat net des activités poursuivies	(98)	(31)	na
Résultat net des activités abandonnées	9	3	na
Résultat net	(89)	(28)	na
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(117)	(60)	na
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	28	32	-13 %

Le montant des amortissements s'est élevé à 256 millions d'euros contre 249 millions d'euros au premier trimestre 2012, le redémarrage de l'amortissement des actifs au Royaume Uni compensant l'impact de la cession de différentes opérations aux Etats-Unis.

Les plus-values de cession se sont élevées à 45 millions d'euros au premier trimestre 2013, contre 37 millions d'euros au premier trimestre 2012, et comprennent principalement les impacts des différentes opérations réalisées au Royaume Uni.

Les autres charges d'exploitation reflètent principalement l'impact des pertes de valeur d'actifs, des coûts de restructuration, et des variations de provisions pour litiges. Elles se sont élevées à 48 millions d'euros au premier trimestre 2013 contre 110 millions d'euros en 2012. En 2013, le Groupe a enregistré 19 millions d'euros de charges de restructuration liées à l'exécution du programme de réduction des coûts et 17 millions d'euros de dépréciation d'actifs. En 2012, le Groupe avait enregistré 94 millions d'euros de charges de restructuration dans le contexte de la mise en œuvre de sa nouvelle organisation par pays.

Le résultat d'exploitation s'est inscrit en baisse de 36% à 121 millions d'euros, sous l'effet de la diminution des volumes partiellement compensé par des charges de restructuration moins élevées que l'an passé.

Les frais financiers nets, qui comprennent les charges financières au titre de la dette nette, les résultats de change et les autres produits et charges financiers, sont ressortis à 254 millions d'euros contre 255 millions d'euros au premier trimestre 2012.

Les charges financières au titre de la dette nette ont enregistré une baisse, et s'établissent à 202 millions d'euros contre 214 millions d'euros, reflétant l'effet de la réduction de l'endettement net moyen de 0,5 milliard d'euros. Le taux d'intérêt moyen de la dette brute s'est établi à 6,2 % au premier trimestre 2013, contre 6,3 % au premier trimestre 2012.

Les variations de change ont entraîné une perte de 15 millions d'euros au premier trimestre 2013 (gain de 3 millions d'euros en 2012), liée principalement à des emprunts contractés par certains pays dans des devises différentes de la devise locale, et pour lesquels il n'existe pas de marché de produits de couverture.

Les autres charges financières ont été réduites, passant de 44 millions d'euros à 37 millions d'euros sur le premier trimestre 2013, et incluent principalement des commissions bancaires, l'amortissement des frais d'émission des emprunts obligataires, et les intérêts nets liés aux plans de retraites.

La quote-part dans le résultat des entreprises associées a représenté une perte nette de 4 millions d'euros au premier trimestre 2013, contre un gain net de 4 millions d'euros au premier trimestre 2012, reflétant principalement l'évolution de la contribution de notre participation de 20 % dans Siniat (opérations plâtre en Europe et en Amérique Latine), pénalisée par une charge de dépréciation d'actif non-récurrente.

Sur la base d'une perte avant impôts de 137 millions d'euros, le Groupe a enregistré **un produit d'impôt** de 39 millions d'euros au premier trimestre 2013.

Le résultat net des activités poursuivies est ressorti en perte de 98 millions d'euros au premier trimestre 2013 contre une perte de 31 millions d'euros en 2012, la réduction des charges de restructurations ayant en partie contrebalancé la baisse de l'EBITDA.

Le résultat net des activités abandonnées a représenté un gain de 9 millions d'euros au premier trimestre 2013 (3 millions d'euros l'année passée) et inclut le résultat de nos opérations plâtre en Amérique du Nord, en hausse avec l'amélioration du marché de la construction résidentielle et des hausses de prix.

Le résultat net part du Groupe¹ est ressorti en perte de 117 millions d'euros au premier trimestre 2013 contre une perte de 60 millions d'euros au premier trimestre 2012, reflétant la saisonnalité de notre activité, dont l'effet a été amplifié par des conditions météorologiques particulièrement défavorables cette année et des limitations de production en Algérie et en Egypte.

La contribution des participations minoritaires a légèrement diminué, à 28 millions d'euros contre 32 millions d'euros au premier trimestre 2012, principalement sous l'effet de volumes en baisse dans certains pays de la région Moyen-Orient et Afrique.

Le résultat par action s'est établi à -0,41 euro au premier trimestre 2013, contre -0,21 euro en 2012, sous l'effet de la diminution du résultat net part du Groupe, le nombre de titres moyen étant resté relativement stable.

¹ Le résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie utilisés par les activités poursuivies se sont établis à 244 millions d'euros au premier trimestre 2013 (383 millions d'euros au 31 mars 2012).

Les flux nets de trésorerie utilisés par les activités poursuivies se sont améliorés de 139 millions d'euros. Nos actions visant à optimiser le besoin en fonds de roulement strict² ont limité l'augmentation normale du besoin en fonds de roulement liée au caractère saisonnier de nos activités au cours du trimestre et se sont traduites par une évolution favorable de sa variation versus celle du premier trimestre 2012. En revanche, la marge brute d'autofinancement s'est détériorée, traduisant l'évolution de l'EBITDA.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies ont représentés une sortie de trésorerie nette de 177 millions d'euros (contre 105 millions d'euros de trésorerie générée au premier trimestre 2012).

Les investissements de maintien sont restés stables au premier trimestre 2013, à 53 millions d'euros.

Les investissements de productivité et de construction de nouvelles capacités se sont élevés à 235 millions d'euros et sont liés aux projets de nouvelles cimenteries en cours en Russie et en Inde ainsi qu'à la construction de station de broyage aux Philippines, en Algérie et au Brésil, bénéficiant d'un retour sur investissement rapide.

Nettes de la dette nette cédée, et en tenant compte de la cession d'intérêts sans perte de contrôle et des coûts de cession, les opérations de cessions ont permis de réduire l'endettement net du Groupe de 132 millions d'euros sur le trimestre (71 millions d'euros l'année passée). Elles comprennent principalement la cession de carrières de granulats en Géorgie (États-Unis), et la première partie des produits de la cession d'actifs au Royaume Uni.

La cession de notre cimenterie en Ukraine annoncée le 26 avril 2013, ainsi que différentes cessions de plus petite taille conclues en février 2013 portent à 1 milliard d'euros le montant des cessions sécurisées depuis le 1er janvier 2012, sur lesquelles 0,6 milliard d'euros ont été perçus au 31 mars 2013. Le solde de 0,4 milliard d'euros restant à recevoir d'ici fin 2013 nous permettra de continuer à réduire la dette.

Etat de la situation financière consolidée

Au 31 mars 2013, les capitaux propres du Groupe s'élevaient à 17 797 millions d'euros (17 748 millions d'euros au 31 décembre 2012) **et l'endettement net à 11 812 millions d'euros** (11 317 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Les capitaux propres sont restés globalement stables sur la période. En effet, l'impact positif de la conversion en euro, sans contrepartie de trésorerie, des actifs de nos filiales étrangères, compte tenu de l'appréciation des devises dans plusieurs des pays où nous sommes présents par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2012 et le 31 mars 2013 (0,2 milliard d'euros) a été compensé par la perte dégagee sur la période et les dividendes.

L'augmentation de 0,5 milliard d'euros de l'endettement net consolidé résulte principalement des effets saisonniers habituels sur notre trésorerie, et des investissements industriels (0,3 milliard d'euros).

Perspectives pour 2013

Le Groupe continue à anticiper une demande de ciment en hausse et une croissance de ses marchés comprise entre 1 et 4 % en 2013 par rapport à 2012. Les marchés émergents restent le principal moteur de croissance de la demande. Lafarge en bénéficiera grâce à la qualité et à la très bonne diversification géographique de ses actifs.

Les prix augmenteront sur l'année 2013, et l'inflation des coûts devrait se poursuivre, mais à un rythme plus modéré qu'en 2012.

Le Groupe a pour objectif de réduire la dette nette en dessous de 10 milliards d'euros le plus tôt possible en 2013. Le montant des investissements pour 2013 sera initialement limité à 800 millions d'euros. Tout en maintenant cet objectif de réduction de l'endettement, des cessions supplémentaires pourraient conduire à une révision de ces investissements à la hausse.

² Besoin en fonds de roulement strict : clients et stocks et travaux en cours, après déduction du poste fournisseurs

2. Comptes consolidés intermédiaires condensés

Compte de résultat consolidé

	3 mois		31 décembre
	2013	2012*	2012*
<i>(millions d'euros, sauf indication contraire)</i>			
Produits des activités ordinaires	3 136	3 353	15 816
Coût des biens vendus	(2 667)	(2 728)	(11 934)
Frais administratifs et commerciaux	(345)	(363)	(1 469)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	124	262	2 413
Plus- (moins-) values de cession	45	37	53
Autres produits (charges) d'exploitation	(48)	(110)	(546)
Résultat d'exploitation	121	189	1 920
Charges financières	(298)	(319)	(1 255)
Produits financiers	44	64	160
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(4)	4	5
Résultat avant impôts	(137)	(62)	830
Impôts	39	31	(292)
Résultat net des activités poursuivies	(98)	(31)	538
Résultat net des activités abandonnées	9	3	16
Résultat net	(89)	(28)	554
<i>Dont part attribuable aux:</i>			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(117)	(60)	365
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	28	32	189
Résultats nets par action (euros)			
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe			
-résultat par action de base	(0,41)	(0,21)	1,27
-résultat par action dilué	(0,41)	(0,21)	1,27
Dont activités poursuivies			
-résultat par action de base	(0,44)	(0,22)	1,21
-résultat par action dilué	(0,44)	(0,22)	1,21
Nombre moyen d'actions (milliers)	287 125	287 028	287 079

Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 18 révisée.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat du résultat global consolidé

<i>(millions d'euros)</i>	3 mois		31 décembre
	2013	2012*	2012*
Résultat net	(89)	(28)	554
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat			
Gains et pertes actuariels	8	(2)	(240)
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	(6)	(4)	64
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	2	(6)	(176)
Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat			
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-
Couverture des flux de trésorerie	3	3	4
Ecarts de conversion	211	(204)	(492)
Impôts sur les éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	(1)	(1)	(2)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	213	(202)	(490)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS	215	(208)	(666)
RÉSULTAT GLOBAL	126	(236)	(112)
<i>Dont part attribuable aux:</i>			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	81	(235)	(248)
- Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	45	(1)	136

** Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.*

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Ecarts de conversion

La variation des écarts de conversion entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 mars 2013 (taux de clôture) comprend +234 millions d'euros au titre de l'appréciation du dollar américain, du real brésilien, du dinar algérien et du peso philippin partiellement compensés par -119 millions d'euros au titre notamment de la dépréciation de la livre égyptienne et de la livre syrienne par rapport à l'euro.

Etat de la situation financière consolidée

(millions d'euros)

	Au 31 mars		Au 31 décembre
	2013	2012*	2012*
ACTIF			
ACTIF NON COURANT	31 939	30 678	30 180
Goodwill	12 596	12 589	12 184
Immobilisations incorporelles	635	629	620
Immobilisations corporelles	16 201	15 274	14 992
Participations dans des entreprises associées	468	469	470
Autres actifs financiers	732	732	698
Instruments dérivés	9	59	27
Impôts différés	1 258	884	1 149
Autres débiteurs	40	42	40
ACTIF COURANT	8 052	9 300	9 284
Stocks	1 876	1 638	1 662
Clients	1 945	1 875	1 762
Autres débiteurs	977	891	779
Instruments dérivés	70	39	68
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 729	2 590	2 733
Actifs en cours de cession	455	2 267	2 280
TOTAL ACTIF	39 991	39 978	39 464
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Capital	1 149	1 149	1 149
Primes	9 699	9 688	9 695
Actions propres	(1)	(12)	(11)
Réserves et résultat consolidés	6 357	6 154	6 477
Autres réserves	(920)	(755)	(925)
Ecart de conversion	(526)	(451)	(719)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	15 758	15 773	15 666
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	2 039	2 153	2 082
CAPITAUX PROPRES	17 797	17 926	17 748
PASSIF NON COURANT	15 412	14 976	14 451
Impôts différés	1 093	903	973
Provision avantages du personnel	1 458	1 264	1 492
Provisions	703	643	637
Passifs financiers	12 070	12 051	11 261
Instruments dérivés	6	41	8
Autres créditeurs	82	74	80
PASSIF COURANT	6 782	7 076	7 265
Provision avantages du personnel	115	163	102
Provisions	152	136	127
Fournisseurs	2 104	1 836	1 985
Autres créditeurs	1 633	1 493	1 567
Impôts à payer	196	160	220
Passifs financiers (y compris part court terme de la dette long terme)	2 472	2 924	2 823
Instruments dérivés	72	36	53
Passifs liés aux actifs en cours de cession	38	328	388
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	39 991	39 978	39 464

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(millions d'euros)</i>	3 mois		31 décembre
	2013	2012*	2012*
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat net	(89)	(28)	554
Résultat net des activités abandonnées	9	3	16
Résultat net des activités poursuivies	(98)	(31)	538
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers:</i>			
Amortissements des immobilisations	256	249	1 010
Pertes de valeur des actifs	17	4	212
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	4	(4)	(5)
(Plus)- et moins- value de cession	(45)	(37)	(53)
(Produits) charges financiers	254	255	1 095
Impôts	(39)	(31)	292
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(54)	7	(68)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(292)	(571)	(304)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	3	(159)	2 717
Intérêts reçus(payés)	(142)	(138)	(954)
Impôts sur les bénéfices payés	(105)	(86)	(487)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies	(244)	(383)	1 276
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées	1	(11)	22
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	(243)	(394)	1 298
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Investissements industriels	(289)	(180)	(775)
Acquisitions de titres de filiales et de coentreprises ⁽¹⁾	(7)	(4)	21
Investissement dans les entreprises associées	-	(2)	(3)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	-	-	(1)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	122	62	413
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	(3)	19	22
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	(177)	(105)	(323)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	(1)	-	(4)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(178)	(105)	(327)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Variations de capital - propriétaires de la société mère	-	9	9
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	-	9	2
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	-	(2)	(147)
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	10	-	21
Dividendes versés	-	-	(145)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	(73)	(14)	(154)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	806	231	1 069
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(489)	(210)	(1 928)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	123	(99)	(75)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	377	(76)	(1 348)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées	-	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	377	(76)	(1 348)

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

<i>(millions d'euros)</i>	3 mois		31 décembre
	2013	2012*	2012*
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(44)	(564)	(395)
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	-	(11)	18
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	40	(17)	(61)
Reclassement Trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	-	11	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice/période	2 733	3 171	3 171
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice/période	2 729	2 590	2 733
⁽¹⁾ Dont trésorerie des entreprises acquises	-	-	-
⁽²⁾ Dont trésorerie des entreprises cédées	41	2	1
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(292)	(571)	(304)
(Augmentation) diminution des stocks	(136)	(125)	(183)
(Augmentation) diminution des clients	(34)	(187)	(107)
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(33)	(37)	(44)
Augmentation (diminution) des fournisseurs	(59)	(124)	24
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	(30)	(98)	6

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat des variations des capitaux propres consolidés

	Actions en circulation	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés*	Autres réserves*	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	Capitaux propres
	(en nombre d'actions)		(millions d'euros)								
Solde 1^{er} janvier 2012	287 247 518	233 448	1 149	9 684	(17)	6 217	(751)	(280)	16 002	2 197	18 199
Résultat net						(60)			(60)	32	(28)
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(4)	(171)	(175)	(33)	(208)
Résultat global						(60)	(4)	(171)	(235)	(1)	(236)
Dividendes									-	(45)	(45)
Augmentation de capital									-	9	9
Paievements fondés sur des actions				4					4		4
Actions propres		(74 860)			5	(5)			-		-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales									-	(6)	(6)
Autres mouvements						2			2	(1)	1
Solde au 31 mars 2012	287 247 518	158 588	1 149	9 688	(12)	6 154	(755)	(451)	15 773	2 153	17 926
Solde 1^{er} janvier 2013	287 255 502	157 283	1 149	9 695	(11)	6 477	(925)	(719)	15 666	2 082	17 748
Résultat net						(117)			(117)	28	(89)
Autres éléments du résultat global net d'impôts							5	193	198	17	215
Résultat global						(117)	5	193	81	45	126
Dividendes									-	(90)	(90)
Augmentation de capital	16 557			1					1		1
Paievements fondés sur des actions				3					3		3
Actions propres		(138 448)			10	(10)			-		-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						6			6	3	9
Autres mouvements						1			1	(1)	-
Solde au 31 mars 2013	287 272 059	18 835	1 149	9 699	(1)	6 357	(920)	(526)	15 758	2 039	17 797

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IAS 19 révisée.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est "Lafarge". La Société a été créée en 1884 sous le nom de "J. et A. Pavin de Lafarge". Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, BP 40, 75782 Paris Cedex 16. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe est organisé par pays (voir Note 4).

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC-40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du SBF 250.

Les termes "Lafarge S.A." et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes "Groupe" ou "Lafarge" font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et des entités comprises dans la consolidation.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 6 mai 2013.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 Comptes consolidés intermédiaires condensés

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 31 mars 2013 ont été préparés en conformité avec IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 mars 2013 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2012, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS ci-dessous.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt (hors quote-part dans les résultats des entreprises associées) de la période hors éléments exceptionnels significatifs. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique appliquée aux plus-values) ;
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année. Pour les pays dont les engagements en matière de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi et actifs afférents sont les plus significatifs (notamment : Etats-Unis, Canada et Royaume-Uni), l'évaluation actuarielle est mise à jour à fin mars afin d'ajuster le cas échéant le montant de la « provision avantages au personnel » reconnu dans l'état de la situation financière consolidée intermédiaire. Pour les autres pays, les calculs actuariels sont réalisés annuellement et la provision est évaluée en période intermédiaire sur la base des calculs prévisionnels réalisés à la fin de l'année précédente (Voir paragraphe 2.2 pour plus d'informations sur l'impact des amendements d'IAS 19 applicables au 1^{er} janvier 2013).

Par ailleurs, le Groupe a procédé à une revue au 31 mars 2013 des indices de pertes de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT dont les analyses de sensibilité des valeurs

recouvrables ont été présentées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012. Cette revue a permis de confirmer l'absence de perte de valeur au 31 mars 2013. Un suivi en sera réalisé au cours des prochains trimestres notamment pour les UGT situés en Grèce et en Espagne compte tenu de la situation économique de ces pays.

2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS

Normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2013

Les nouvelles normes et interprétations publiées au 31 décembre 2012 et applicables à compter du 1^{er} janvier 2013, listées dans la Note 2.27 – Normes et interprétations publiées à la date de clôture mais non encore entrées en vigueur – de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2012 (page F23) n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 31 mars 2013 à l'exception des amendements d'IAS 19 qui ont été appliqués rétrospectivement au 1^{er} janvier 2012.

Le Groupe applique déjà l'option proposée par IAS 19 de comptabilisation en autres éléments du résultat global des écarts actuariels au cours de la période de leur constatation. Ainsi, les amendements d'IAS 19 ont impacté principalement la composante financière des charges de retraite comptabilisée dans le compte de résultat consolidé et la comptabilisation des coûts des services passés :

- la composante financière des charges de retraite est comptabilisée en charges financières et est calculée en multipliant la juste valeur des actifs du régime par le taux d'actualisation et non plus par le taux de rendement attendu des actifs. La différence avec le rendement réel des actifs du régime reste comptabilisée en autres éléments du résultat global. En conséquence, le montant de l'obligation et des capitaux propres ne sont pas impactés, seule la répartition de la composante financière de la charge de retraite entre le résultat net et les autres éléments du résultat global est modifiée ;
- les coûts des services passés résultant de changements de régimes de retraite sont désormais inscrits immédiatement en charge, et ne sont plus amortis sur la durée résiduelle d'acquisition des droits. Les coûts des services passés non encore amortis ont été comptabilisés en provision pour avantage du personnel (non courant) en contrepartie des réserves consolidées pour leur montant net d'impôt au 1^{er} janvier 2012 (2 millions d'euros).

A compter de l'adoption de ces amendements, la composante financière des charges de retraite qui était auparavant présentée en « Résultat d'exploitation avant plus-value de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres », est dorénavant présentée en « Charges financières » dans le compte de résultat consolidé.

Les tableaux ci-après présentent l'incidence du changement de méthode sur le compte de résultat et l'état du résultat global :

Compte de résultat	31 mars 2012			31 décembre 2012		
	publié	Impact IAS 19R	retraité	publié	Impact IAS 19R	retraité
<i>(millions d'euros, sauf indication contraire)</i>						
Produits des activités ordinaires	3 353		3 353	15 816		15 816
Coût des biens vendus	(2 731)	3	(2 728)	(11 945)	11	(11 934)
Frais administratifs et commerciaux	(355)	(8)	(363)	(1 431)	(38)	(1 469)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	267	(5)	262	2 440	(27)	2 413
Plus- (moins-) values de cession	37		37	53		53
Autres produits (charges) d'exploitation	(110)		(110)	(546)		(546)
Résultat d'exploitation	194	(5)	189	1 947	(27)	1 920
Charges financières	(302)	(17)	(319)	(1 191)	(64)	(1 255)
Produits financiers	64		64	160		160
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	4		4	5		5
Résultat avant impôts	(40)	(22)	(62)	921	(91)	830
Impôts	25	6	31	(316)	24	(292)
Résultat net des activités poursuivies	(15)	(16)	(31)	605	(67)	538
Résultat net des activités abandonnées	3		3	16		16
Résultat net	(12)	(16)	(28)	621	(67)	554
<i>Dont part attribuable aux:</i>						
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(44)	(16)	(60)	432	(67)	365
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	32		32	189		189
Résultats nets par action (euros)						
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	(0,15)	(0,06)	(0,21)	1,50	(0,23)	1,27
-résultat par action de base	(0,15)	(0,06)	(0,21)	1,50	(0,23)	1,27
-résultat par action dilué						
Dont activités poursuivies	(0,16)	(0,06)	(0,22)	1,44	(0,23)	1,21
-résultat par action de base	(0,16)	(0,06)	(0,22)	1,44	(0,23)	1,21
-résultat par action dilué						

Etat du résultat global	31 mars 2012			31 décembre 2012		
	publié	Impact IAS 19R	retraité	publié	Impact IAS 19R	retraité
<i>(millions d'euros)</i>						
Résultat net	(12)	(16)	(28)	621	(67)	554
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat						
Gains et pertes actuariels	(24)	22	(2)	(331)	91	(240)
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	2	(6)	(4)	88	(24)	64
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	(22)	16	(6)	(243)	67	(176)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	(202)		(202)	(490)		(490)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS	(224)	16	(208)	(733)	67	(666)
RÉSULTAT GLOBAL	(236)		(236)	(112)		(112)
<i>Dont part attribuable aux:</i>						
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(235)		(235)	(248)		(248)
- Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	(1)		(1)	136		136

Le changement de méthode n'a pas d'impact sur le tableau de trésorerie à l'exception des lignes directement impactées dans le compte de résultat (résultat net, (produits) charges financiers, impôts et autres).

Application de normes par anticipation

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2013.

2.3 Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Nous enregistrons généralement une baisse de notre chiffre d'affaires au premier trimestre, pendant la saison hivernale sur nos marchés d'Europe et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

Note 3. Principaux événements de la période

3.1 Création de la coentreprise Lafarge Tarmac

Contexte de l'opération

La Commission de la Concurrence a approuvé en mai 2012 le projet de coentreprise entre Lafarge UK et Tarmac Quarry Materials, sous réserve de cessions d'un portefeuille d'activités de matériaux de construction de Tarmac et de Lafarge au Royaume-Uni.

Ces cessions et la création de la coentreprise Lafarge Tarmac sont intervenues le 7 janvier 2013. Cette nouvelle entité regroupe les activités ciment, granulats, béton prêt à l'emploi, asphalte et enrobés bitumeux, services de maintenance, et activités de recyclage des déchets au Royaume-Uni.

La création de la nouvelle entité a été réalisée sans échange de trésorerie.

Traitement comptable de la création de la coentreprise

Au 31 décembre 2012, conformément aux dispositions d'IFRS 5, les actifs et passifs de Lafarge UK étaient regroupés respectivement sur les lignes « Actifs en cours de cession » et « Passifs liés aux actifs en cours de cession » dans l'état de situation financière consolidée (voir Note 3 (Principaux événements de la période) annexée aux comptes consolidés au 31 décembre 2012).

Au 7 janvier 2013, en application d'IAS 27 du fait de la perte de contrôle exclusif de Lafarge UK, le traitement comptable retenu pour la création de la coentreprise est le suivant :

- Cession de la totalité de la participation antérieurement détenue par le Groupe dans Lafarge UK et comptabilisation du résultat de cession dans le compte de résultat ;
- Acquisition de 50% de Lafarge Tarmac pour un montant correspondant à 50% de la juste valeur de la coentreprise Lafarge Tarmac. Cette prise de contrôle conjoint induit la comptabilisation d'un goodwill.
- Lafarge Tarmac dont le Groupe détient 50% des droits de vote, est consolidée par intégration proportionnelle à partir de sa date de création.

Présentation des impacts provisoires

L'incidence nette de la création de la coentreprise et de la cession d'un portefeuille d'activités comme requis par la Commission de la Concurrence est un gain de 42 millions d'euros dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « Plus- ou (moins-) value de cession ».

La juste valeur des actifs nets de Lafarge UK apportés, les actifs nets provisoires acquis (50% de Lafarge Tarmac) et le goodwill provisoire résiduel sont détaillés ci-après :

<i>(millions d'euros)</i>	
Juste valeur de la coentreprise Lafarge Tarmac (50%)	1 515
Juste valeur provisoire des actifs nets acquis (50%)	1 156
Goodwill provisoire	359

Le goodwill représente principalement des parts de marché et des synergies attendues grâce à l'amélioration de la performance opérationnelle dans les domaines de la logistique et des achats, et au déploiement de produits à valeur ajoutée sur un territoire étendu, qui ne peuvent pas être reconnues séparément.

La juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis est présentée dans le tableau ci-après :

<i>(millions d'euros)</i>	Juste valeur
Immobilisations incorporelles	-
Immobilisations corporelles	1 330
Stocks	69
Clients	128
Autres actifs	136
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15
Provisions	(226)
Passifs financiers	-
Fournisseurs	(127)
Autres passifs	(169)
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	-
TOTAL ACTIF NET ACQUIS	1 156

Pour le 1^{er} trimestre 2013, la contribution de Lafarge Tarmac aux produits des activités ordinaires du Groupe est de 223 millions d'euros et de -15 millions d'euros au résultat net (part du Groupe).

L'incidence nette des cessions du portefeuille d'activités et de la création de la coentreprise est de 10 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée, dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs ».

3.2 Opérations de cession de la branche Plâtre

Le Groupe présente depuis septembre 2011 les activités de la branche Plâtre (à l'exclusion des activités en Moyen-Orient et Afrique) comme une « activité abandonnée » tel qu'expliqué dans la Note 3.2.1 annexée aux comptes consolidés du Document de Référence 2012. Le Groupe a cédé ses activités en Australie en août 2011 et ses activités d'Europe occidentale, Europe centrale et de l'est, Amérique Latine et Asie lors du dernier trimestre 2011.

Les participations dont la cession n'est pas effective continuent d'être consolidées et sont présentées sur des lignes distinctes des comptes consolidés. Au 31 mars 2013, les actifs et passifs en cours de cession de ces participations n'ont pas évolué de manière significative depuis le 31 décembre 2012.

Les actifs amortissables ne sont plus amortis (incidence de 5 millions d'euros sur le premier trimestre 2013 et 2012).

3.3 Cession d'actifs granulats en Georgie (Etats-Unis)

En février et mars 2013, le Groupe a cédé six carrières de granulats situées dans l'Etat de Géorgie (Etats-Unis). L'incidence nette de cette cession est de 115 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée, dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs » et de 4 millions d'euros au titre de la plus-value de cession dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « Plus- ou (moins-) value de cession ».

Note 4. Information sectorielle

Le Groupe est organisé par pays. Les pays ou groupes de pays sont les secteurs opérationnels du Groupe. 6 régions sont présentées, correspondant à des regroupements de pays ou groupes de pays (sauf l'Amérique du Nord qui est un secteur opérationnel) :

- Europe occidentale
- Amérique du Nord
- Europe Centrale et de l'Est
- Moyen-Orient et Afrique
- Amérique Latine
- Asie

L'information sectorielle ci-après pour chaque secteur présenté est conforme à celle présentée au Président-directeur général³ aux fins de prises de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Chaque secteur opérationnel tire ses revenus des produits suivants :

- Une large gamme de ciments et liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction ;
- Les granulats et béton ;
- Les autres produits : principalement le plâtre.

La direction du Groupe suit la performance de l'activité sur la base :

- du chiffre d'affaires par origine ;
- du résultat brut d'exploitation (EBITDA), défini comme le résultat d'exploitation avant plus values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres, avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels ;
- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres ; et
- des capitaux investis, définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement.

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables utilisés pour les indicateurs de l'information sectorielle sont conformes à ceux appliqués aux comptes consolidés (tels que décrits en Note 2).

Les ventes et transferts entre les secteurs opérationnels sont réalisés au prix du marché.

³ Principal Décideur Opérationnel

a) Information par secteur

31 mars 2013 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	740	448	148	979	218	687	
Moins : inter-secteur	(32)	-	-	(39)	-	(13)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	708	448	148	940	218	674	3 136
EBITDA	5	(12)	(35)	246	51	125	380
Dotation aux amortissements des immobilisations	(66)	(38)	(21)	(79)	(10)	(42)	(256)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	(61)	(50)	(56)	167	41	83	124
Plus- (moins-) values de cession	42	3	-	-	-	-	45
Autres produits (charges) d'exploitation	(28)	(5)	(1)	(9)	(3)	(2)	(48)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(10)</i>	<i>(5)</i>	<i>(1)</i>	-	-	<i>(1)</i>	<i>(17)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(47)	(52)	(57)	158	38	81	121
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	36	19	115	26	12	81	289
Capitaux investis	5 794	5 098	2 829	11 484	1 391	4 127	30 723
ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	7 259	5 604	3 054	12 664	1 639	5 250	35 470
<i>Dont participations dans des entreprises associées</i>	<i>144</i>	<i>20</i>	<i>42</i>	<i>211</i>	<i>42</i>	<i>9</i>	<i>468</i>
Actifs en cours de cession	-	455	-	-	-	-	455
Actifs non alloués ^(a)							4 066
TOTAL ACTIF							39 991
Passifs sectoriels	2 371	1 558	261	1 132	248	873	6 443
Passifs liés aux actifs en cours de cession	-	38	-	-	-	-	38
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							33 510
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							39 991

^(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

31 mars 2012 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	765	490	182	1 074	241	670	
Moins : inter-secteur	(12)	-	(1)	(30)	-	(26)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	753	490	181	1 044	241	644	3 353
EBITDA	82	(42)	(14)	317	59	109	511
Dotation aux amortissements des immobilisations	(46)	(48)	(20)	(82)	(11)	(42)	(249)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	36	(90)	(34)	235	48	67	262
Plus- (moins-) valeurs de cession	(1)	(1)	-	-	-	39	37
Autres produits (charges) d'exploitation	(51)	(35)	(6)	(12)	(3)	(3)	(110)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(1)</i>	-	-	-	<i>(4)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(16)	(126)	(40)	223	45	103	189
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	36	20	43	16	17	48	180
Capitaux investis	4 397	5 417	2 705	11 911	1 414	4 000	29 844
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE							
Actifs sectoriels	5 601	5 906	2 925	13 245	1 648	4 814	34 139
Dont participations dans des entreprises associées	152	18	41	213	36	9	469
Actifs en cours de cession	1 831	436	-	-	-	-	2 267
Actifs non alloués ^(a)							3 572
TOTAL ACTIF							39 978
Passifs sectoriels	1 892	1 561	249	1 120	247	698	5 767
Passifs liés aux actifs en cours de cession	302	26	-	-	-	-	328
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							33 883
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							39 978

^(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

31 décembre 2012 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	3 271	3 375	1 293	4 423	961	2 832	
Moins : inter-secteur	(90)	-	(23)	(140)	-	(86)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	3 181	3 375	1 270	4 283	961	2 746	15 816
EBITDA	507	558	256	1 242	296	564	3 423
Dotation aux amortissements des immobilisations	(191)	(198)	(81)	(329)	(40)	(171)	(1 010)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	316	360	175	913	256	393	2 413
Plus- (moins-) values de cession	-	10	-	1	-	42	53
Autres produits (charges) d'exploitation	(357)	(65)	(36)	(71)	(4)	(13)	(546)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(178)</i>	<i>(7)</i>	<i>(19)</i>	<i>(5)</i>	-	<i>(3)</i>	<i>(212)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(41)	305	139	843	252	422	1 920
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	156	112	121	142	72	172	775
Capitaux investis	4 081	5 060	2 686	11 560	1 332	3 938	28 657
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE							
Actifs sectoriels	5 244	5 632	3 007	12 701	1 550	5 073	33 207
Dont participations dans des entreprises associées	156	20	42	204	40	8	470
Actifs en cours de cession	1 849	431	-	-	-	-	2 280
Actifs non alloués ⁽³⁾							3 977
TOTAL ACTIF							39 464
Passifs sectoriels	1 952	1 681	359	1 107	217	892	6 208
Passifs liés aux actifs en cours de cession	348	40	-	-	-	-	388
Passifs et capitaux propres non alloués ⁽²⁾							32 868
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							39 464

⁽³⁾ Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

⁽²⁾ Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

b) Information par ligne de produit

(en millions d'euros)	Produits des activités ordinaires externes			Produits des activités ordinaires		
	31 mars 2013	31 mars 2012	31 décembre 2012	31 mars 2013	31 mars 2012	31 décembre 2012
Ciment	2 084	2 308	10 373	2 222	2 448	11 085
Granulats & Béton	1 032	1 025	5 353	1 035	1 028	5 367
Autres produits	20	20	90	20	20	90
Eliminations				(141)	(143)	(726)
Total	3 136	3 353	15 816	3 136	3 353	15 816

c) Information par pays

(millions d'euros)	31 mars 2013		31 mars 2012		31 décembre 2012	
	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *
Europe occidentale	708	5 799	753	4 390	3 181	4 231
dont :						
France	408	2 340	446	2 298	1 855	2 344
Royaume-Uni	223	1 632	202	-	822	-
Amérique du Nord	448	4 674	490	4 975	3 375	4 700
dont :						
Etats-Unis **	157	1 314	201	1 906	1 307	1 368
Canada **	291	883	289	892	2 068	894
Europe centrale et de l'est	148	2 660	181	2 522	1 270	2 642
Moyen Orient et Afrique	940	11 346	1 044	11 810	4 283	11 444
dont :						
Egypte	93	2 370	127	2 628	459	2 491
Algérie	128	3 170	130	3 182	584	3 133
Nigéria	148	1 354	149	1 313	572	1 319
Amérique latine	218	1 370	241	1 395	961	1 310
dont :						
Brésil	146	948	169	989	666	905
Asie	674	4 051	644	3 869	2 746	3 939
Total	3 136	29 900	3 353	28 961	15 816	28 266

* Les actifs non-courants sectoriels regroupent le goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les participations dans des entreprises associées

** Actifs non courants sectoriels hors goodwill

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les périodes closes les 31 mars 2013 et 2012, et pour le 31 décembre 2012 est présenté ci-dessous :

	3 mois		31 décembre
	2013	2012	2012
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat net, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	(117)	(60)	365
<i>Dont résultat net des activités poursuivies</i>	<i>(126)</i>	<i>(63)</i>	<i>349</i>
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	287 125	287 028	287 079
Nombre total d'actions potentielles dilutives	2 052	1 121	1 183
Nombre moyen d'actions - dilué	289 177	288 149	288 262
Résultat par action (euros)	(0,41)	(0,21)	1,27
Résultat dilué par action (euros)	(0,41)	(0,21)	1,27
Résultat par action des activités poursuivies (euros)	(0,44)	(0,22)	1,21
Résultat dilué par action des activités poursuivies (euros)	(0,44)	(0,22)	1,21

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	31 mars		31 décembre
	2013	2012	2012
<i>(millions d'euros)</i>			
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	12 021	12 002	11 212
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	49	49	49
Passifs financiers, part à plus d'un an	12 070	12 051	11 261
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	2 472	2 839	2 823
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	-	85	-
Passifs financiers, part à moins d'un an	2 472	2 924	2 823
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	14 493	14 841	14 035
Total options de vente octroyées aux minoritaires	49	134	49
Total passifs financiers	14 542	14 975	14 084

Les passifs financiers à moins d'un an que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme sont classés dans l'état de la situation financière consolidée en passif non courant dans la rubrique "Passifs financiers" (710 millions d'euros au 31 mars 2013 et aucun montant au 31 décembre 2012). La variation nette de ces passifs est une augmentation de 710 millions d'euros au 31 mars 2013 (une augmentation de 12 millions d'euros au 31 mars 2012 et une diminution de 57 millions d'euros au 31 décembre 2012) et est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en "Augmentation des passifs financiers à plus d'un an".

Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 31 mars 2013 à 6,2% (6,3% au 31 mars 2012 et 6,4 % au 31 décembre 2012).

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement net après swaps (endettement brut minoré de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) s'établit à 7,1% pour le premier trimestre 2013 contre 7,2% pour le premier trimestre 2012 et pour l'année 2012.

Programme de cession de créances (titrisation)

Le Groupe dispose de plusieurs programmes de cession de créances commerciales sous forme de titrisation, tels que décrits dans la Note 17 des comptes consolidés du Document de référence 2012.

Dans le cadre de ces programmes, certaines filiales françaises et nord américaines ont convenu de vendre certaines de leurs créances clients. Ces créances clients cédées sont conservées dans l'état de situation financière et s'élèvent au 31 mars 2013 à 308 millions d'euros (434 millions d'euros au 31 mars 2012 et 371 millions d'euros au 31 décembre 2012).

La part à moins d'un an des passifs financiers, financement reçu dans le cadre de ces programmes, s'élève à 249 millions d'euros au 31 mars 2013 (322 millions d'euros au 31 mars 2012 et 300 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Les programmes européens font l'objet de dépôts et parts subordonnés s'élevant à 59 millions d'euros au 31 mars 2013 (112 millions d'euros au 31 mars 2012 et 71 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Note 7. Capitaux propres**(a) Dividendes**

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action au titre de l'exercice 2012 proposé à l'Assemblée générale du 7 mai 2013 ainsi que celui voté en 2012 au titre de l'exercice 2011 (payé en juillet 2012).

<i>(en euros, sauf indication contraire)</i>	2012	2011
Dividende total (en millions d'euros)	289 ⁽³⁾	145
Dividende par action	1,00 ⁽¹⁾	0,50
Dividende majoré par action ⁽²⁾	1,10 ⁽¹⁾	0,55

⁽¹⁾ Dividende proposé. Dans la mesure où ce dividende est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale, il n'a pas été considéré comme une dette dans les états financiers au 31 mars 2013.

⁽²⁾ Voir la Section 6.2.5 (c) (Statuts - Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions) du Document de Référence 2012 pour plus d'informations sur le dividende majoré.

⁽³⁾ Estimé sur base d'un nombre d'actions donnant droit à dividende de 287 098 219 actions.

(b) Autres éléments du résultat global, nets d'impôts – part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

L'analyse du mouvement de la période des autres éléments du résultat global, nets d'impôts, pour la part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe, est la suivante :

	Au 31 décembre 2012	Variation de la période	Transfert au compte de résultat	Au 31 mars 2013
Actifs financiers disponibles à la vente	21	-	-	21
<i>Valeur brute</i>	31	-	-	31
<i>Impôt différé</i>	(10)	-	-	(10)
Couverture des flux de trésorerie	(27)	1	1	(25)
<i>Valeur brute</i>	(37)	2	1	(34)
<i>Impôt différé</i>	10	(1)	-	9
Gains et pertes actuariels	(919)	3	-	(916)
<i>Valeur brute</i>	(1 310)	9	-	(1 301)
<i>Impôt différé</i>	391	(6)	-	385
Total Autres réserves	(925)	4	1	(920)
Total Ecarts de conversion	(719)	193		(526)
Total Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	(1 644)	197	1	(1 446)

Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Concurrence

Allemagne – Ciment : À la suite d'enquêtes sur le marché allemand du ciment, les autorités allemandes de la concurrence (le « Bundeskartellamt ») ont imposé, le 14 avril 2003, des amendes aux principaux cimentiers en Allemagne, dont l'une d'un montant de 86 millions d'euros à Lafarge Zement, la filiale cimentière du Groupe en Allemagne, au titre de pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Estimant que le montant de l'amende était disproportionné au regard des faits, Lafarge Zement avait formé un recours contre cette décision auprès de la Cour d'Appel de Düsseldorf (le « Oberlandesgericht »). Par ailleurs, le 15 août 2007, Lafarge Zement s'était partiellement désisté de son appel pour certains griefs qui lui avaient été notifiés par le Bundeskartellamt. En conséquence, Lafarge Zement avait payé un montant de 16 millions d'euros le 2 novembre 2007 et réduit la provision d'un montant équivalent (Il convient de noter que le Bundeskartellamt réclamait le paiement des intérêts courus sur ce montant, ce qui lui a été accordé par la cour). La décision de la Cour d'Appel de Düsseldorf concernant les griefs pour lesquels Lafarge Zement avait maintenu son appel avait finalement été rendue le 26 juin 2009, exonérant partiellement Lafarge Zement et réduisant très significativement l'amende restant due à 24 millions d'euros. Lafarge Zement avait alors formé un pourvoi devant la Cour Suprême Fédérale évoquant des moyens de droit.

Le 9 Avril 2013, la Cour Suprême Fédérale a notifié son jugement définitif, confirmant le verdict de la Cour d'Appel de Düsseldorf, sous réserve d'une réduction de 5% de l'amende (correspondant à 1,2 million d'euros). En conséquence, l'amende de 24 millions d'euros (moins la réduction de 1,2 millions d'euros, et plus 1,5 millions d'euros d'intérêts), dont le montant était entièrement provisionné, sera payée par Lafarge Zement sur le deuxième trimestre. Lafarge Zement est également en droit de demander au Bundeskartellamt le remboursement d'un montant 6 millions d'euros (sur les 16 millions d'euros versés le 2 Novembre 2007), montant qui devrait être remboursé au cours du deuxième trimestre 2013.

Dans l'action civile de groupe introduite en parallèle par des tiers réclamant la réparation de dommages résultant de telles pratiques anticoncurrentielles en Allemagne, suite aux audiences ayant eu lieu en mars 2012, le tribunal régional

de Düsseldorf s'était prononcé sur divers points de droit. Des audiences supplémentaires relatives à la prescription sont en cours.

Inde – Ciment : En Inde, une enquête avait été initiée en 2011 à l'encontre des principaux acteurs du marché indien du ciment. Suite à cette enquête, par décision en date du 21 juin 2012, la Commission de la concurrence de l'Inde a condamné les cimentiers pour non-respect des dispositions du «Competition Act, 2002» relatif aux accords anticoncurrentiels. La Commission a condamné 11 cimentiers, dont notre filiale Lafarge India PVT Ltd. La Commission a également condamné l'association professionnelle indienne des cimentiers. La sanction infligée à Lafarge India PVT Ltd est de 4,8 milliards de roupies (67 millions d'euros), sur un montant total de soixante milliards de roupies (830 millions d'euros). Lafarge India PVT Ltd conteste vigoureusement le fondement de cette condamnation et a introduit le 31 août 2012 un recours en appel devant le «Competition Appeal Tribunal», ainsi qu'une requête visant à sursoir au paiement de l'amende jusqu'à décision finale de ce «Competition Appeal Tribunal». Par décision en date du 6 décembre 2012, le «Competition Appeal Tribunal» a suspendu provisoirement la décision de la Commission, empêchant à ce stade cette dernière de réclamer le paiement de l'amende et le versement d'un dépôt de garantie par Lafarge India PVT. Lafarge India PVT s'attend à ce que le «Competition Appeal Tribunal» rende une nouvelle décision sur la requête de sursis à paiement durant le deuxième trimestre 2013. Aucune provision n'a été constituée.

Etats-Unis – Plâtre : À compter de Décembre 2012, une série d'actions pour pratiques anticoncurrentielles a été initiée contre l'ensemble des acteurs de l'industrie des plaques de plâtre, y compris Lafarge North America Inc., auprès de plusieurs juridictions, dont Philadelphie, Chicago et Charlotte. En substance, les demandeurs allèguent de pratiques anticoncurrentielles visant à des augmentations de prix dans les années 2012 et 2013. Les demandeurs n'apportent aucune preuve directe d'accords entre les défendeurs, et s'appuient en grande partie sur des éléments circonstanciels présumés. Certaines actions initiées ultérieurement étendent ces allégations d'activités concertées à compter de 2008 et d'autres élargissent le cadre pour y inclure des produits de finition rentrant dans la composition des plaques de plâtre. Sur base des informations connues, Lafarge North America Inc. estime ces poursuites sans fondement et entend opposer une défense vigoureuse à ces actions.

Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné deux enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée.

Europe – Ciment : En novembre 2008, la Commission européenne a procédé à des inspections sur les sites des principaux cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. Par lettre en date du 6 décembre 2010, la Commission a notifié aux parties l'ouverture d'une enquête officielle (sans qu'il s'agisse toutefois d'une notification de griefs), en rappelant qu'à ce stade, elle n'avait pas de preuves concluantes de pratiques anticoncurrentielles. Les infractions présumées qui font l'objet de l'enquête concernent d'éventuelles restrictions de flux commerciaux dans ou à l'entrée de l'EEE, des répartitions de marchés, des coordinations de prix sur les marchés du ciment et les marchés connexes (bétons, granulats). Les pays cités, pour Lafarge, sont au nombre de sept (7) : la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, la République Tchèque, la Grèce et l'Autriche. L'enquête de la Commission est en cours et Lafarge a répondu à ses multiples demandes d'informations. En novembre 2011, Lafarge a reçu à la suite de sa dernière réponse une injonction de lever toutes réserves et de fournir à la Commission sous la menace d'une astreinte toutes informations complémentaires nécessaires à la poursuite de son enquête. Lafarge a fourni diligemment lesdites informations et a par ailleurs déposé un recours en annulation contre cette décision d'astreinte. Par lettre reçue le 15 janvier 2013, la Commission a confirmé qu'aucune amende ne serait infligée à Lafarge au titre de cette injonction et, en conséquence, Lafarge a retiré le recours visant à son annulation. Au cours du troisième trimestre 2012, des représentants de la commission européens ont procédé à des investigations chez les associations professionnelles cimentières française, allemande et européenne. Les prochaines étapes de cette enquête ne sont pas connues et aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade.

Grande-Bretagne – Ciment : Le 18 janvier 2012, l'"Office of Fair Trading" (OFT) a annoncé avoir demandé à la Commission de la Concurrence de mener une enquête sectorielle approfondie sur le marché des Granulats, du Ciment et du Béton ("Industrie") en Grande-Bretagne. L'OFT estime avoir des raisons suffisantes de penser que des problèmes de concurrence, liés à la structure du marché, peuvent exister, et considère que l'Industrie présente des caractéristiques susceptibles de limiter l'intensité de la concurrence en Grande-Bretagne. En conséquence, la Commission de la Concurrence mène une enquête sectorielle approfondie sur l'approvisionnement des produits visés et décidera s'il y a lieu à mesures correctives structurelles et/ou comportementales. Suite aux audiences ayant eu lieu en décembre 2012, nos filiales anglaises continuent à coopérer pleinement avec la Commission de la Concurrence, qui devrait émettre un rapport d'enquête préliminaire au cours du deuxième trimestre 2013, avant de nouvelles audiences. Nous ne pouvons pas préjuger à ce stade des conséquences potentielles de cette enquête.

Autres procédures

États-Unis – Ouragan Katrina : Fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'État de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans

leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. (LNA) et/ou d'autres défendeurs, dont le Gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées à la Nouvelle Orléans et dans ses environs, en Louisiane. Certaines de ces plaintes prétendent que ces dommages résultent d'une barge utilisée contractuellement par LNA qui aurait provoqué la rupture de la digue du "Inner Arbor Navigational Canal" à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Cette affaire a été transférée au Tribunal où sont traitées des actions impliquant également le Gouvernement des États-Unis. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (class action).

Le procès concernant un premier groupe de demandeurs a débuté fin juin 2010. Dans une décision en date du 20 janvier 2011, les juges ont tranché en faveur de LNA. Après avoir interjeté appel de cette décision, ces demandeurs ont par la suite décidé de le retirer. Notre filiale a alors déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire ("Motion for Summary Judgment") à l'encontre de l'ensemble des autres demandeurs. L'audience s'est tenue en octobre 2011, et une décision a été rendue par la "Federal Court" le 20 mars 2012 accordant ce jugement sommaire en faveur de LNA et contre l'ensemble des autres instances introduites devant la "Federal Court". Les plaignants avaient fait appel de cette décision mais l'ont récemment volontairement retiré. Le 16 septembre 2011, une nouvelle action a été initiée par le "Parish of Saint Bernard" devant la "State Court" de Louisiane. Notre filiale a demandé le renvoi de cette action devant le même juge de la "Federal Court" saisi des principales actions ; requête à laquelle il a été consenti. LNA a ensuite déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire contre "Parish of Saint Bernard", requête à laquelle il a aussi été consenti. Les plaignants ont fait appel de cette décision le 3 janvier 2013.

Notre filiale Lafarge North America Inc. oppose une défense vigoureuse à toutes ces actions en cours. Lafarge North America Inc. estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement et que ces actions n'auront pas d'effet significatif défavorable sur sa situation financière.

À l'occasion des cessions intervenues au cours des dernières années, Lafarge et ses filiales ont accordé des garanties usuelles, notamment en matière comptable, fiscale, sociale, de qualité produits, de litiges, de concurrence, et d'environnement. Lafarge et ses filiales ont reçu ou pourraient recevoir à l'avenir des demandes de mise en jeu de ces garanties. Au regard de l'analyse actuelle, il a été globalement conclu qu'il n'y avait pas lieu de comptabiliser à ce jour de provisions importantes au titre de telles réclamations ou cessions. En particulier, une procédure d'arbitrage est en cours entre certaines filiales de Lafarge et l'acquéreur d'une de nos activités qui réclame un montant total de 59 millions de dollars américains, pour des motifs que nos filiales considèrent sans fondement. Aucune provision n'a été constituée au titre de cette réclamation. Nous nous attendons à ce que la décision finale et définitive du tribunal arbitral soit rendue sur le premier semestre 2013.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage qui pourraient avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Opérations avec des parties liées

Il n'y a aucune transaction significative sur la période avec des parties liées ni d'évolution quant à la nature des transactions telles que décrites dans la Note 30 des comptes consolidés du Document de Référence 2012.

Note 10. Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture.

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires condensés

Monsieur le Président-Directeur général,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Lafarge et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés de celle-ci, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2013, tels que joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis par un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adoptée dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 «Nouvelles normes et interprétations IFRS » des notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés qui expose les effets de l'application au 1^{er} janvier 2013 des amendements de la norme IAS 19.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 7 mai 2013

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé